



Évaluation des eaux transfrontières dans la région de la CEE

Lumière sur L'EAU

La gestion efficace des ressources en eaux partagées repose sur la fiabilité des informations. Par exemple, quel est le statut réel de nos ressources aquatiques ? Quels sont les problèmes auxquels sont confrontés les pays de la Commission Economique pour l'Europe (CEE) en termes d'eaux transfrontières et comment ceux-ci sont-ils susceptibles d'évoluer ? Quelles sont les mesures à adopter en vertu de la Convention sur l'eau pour améliorer l'état de l'eau dans l'intérêt des populations et des écosystèmes naturels qui composent la région ?

C'est au cours de leur troisième réunion en 2003 que les Parties à la Convention sur l'eau ont chargé le Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de répondre à ces questions. Cette mission s'est traduite quatre ans plus tard par la publication du document « Nos eaux : ensemble au-delà des frontières – première évaluation des rivières, des lacs et des eaux souterraines transfrontières » (*Our waters: joining hands across borders – first assessment of transboundary rivers, lakes and groundwaters*).

Il s'agit de la première analyse approfondie des eaux transfrontières de la région de la CEE. Fruit d'une entreprise commune entre gouvernements et organisations nationales et internationales, elle fut dirigée par la Finlande et impliqua plus de 150 spécialistes de l'eau. L'étude couvre 140 rivières et 30 lacs transfrontières situés dans les zones européennes et asiatiques de la région, ainsi que 70 aquifères transfrontières situés en Europe du Sud-Est, dans le Caucase et en Asie centrale.

Ces travaux répondent à une obligation essentielle en vertu de la Convention sur l'eau, qui requiert que les Parties réalisent des évaluations communes ou coordonnées de l'état des eaux transfrontières, déterminent l'efficacité des mesures prises pour traiter les impacts transfrontières et publient les résultats.

L'évaluation identifie les principales sources de pression exercée sur la quantité et la qualité de l'eau dans la région de la CEE émanant de l'activité humaine, y compris des cultures et de l'élevage, des industries extractives, de la fabrication, de la production d'énergie hydraulique, de l'assainissement et de la gestion des déchets, du transport et du stockage, ainsi que du tourisme.

L'évaluation met l'accent sur l'Asie centrale, le Caucase, l'Europe orientale et l'Europe du Sud-Est où les pays sont confrontés à des défis majeurs pour réduire l'impact transfrontière.



Un tableau complexe

Le rapport brosse un tableau complexe : alors que les eaux transfrontières sont encore propres dans de nombreuses zones de la région, dans d'autres, la quantité et la qualité des ressources en eau sont menacées par une surexploitation, une urbanisation accrue et une mauvaise gestion de l'eau.

Plus de 80 % des rivières et 75 % des lacs évalués sont pollués, dont certains fortement, par des produits chimiques organiques et des engrais provenant des eaux usées et de l'agriculture et par des substances dangereuses issues de l'exploitation minière et de l'industrie. Les produits à base de cadmium, plomb, mercure, phénols, les produits pétroliers et les pesticides font partie des produits chimiques les plus dangereux présents.

La plupart des lacs évalués souffrent d'eutrophisation (une surabondance de nutriments se traduisant par un manque d'oxygène). Ce phénomène est en augmentation dans la région, à l'exception des zones dans lesquelles un traitement efficace des eaux usées ou des pratiques agricoles durables ont été introduits.

La contamination de l'eau potable est un problème majeur dans de nombreuses zones de la région de la CEE et les maladies liées à l'eau, telles que le choléra, la dysenterie, les infections coliformes, l'hépatite A et la typhoïde, sont régulièrement rapportées.

Les niveaux de certains lacs diminuent en raison d'une surexploitation de l'eau alors que la fonte accélérée des glaciers (due à des températures croissantes et à la contamination de l'eau de pluie) modifie les systèmes hydrologiques et écologiques des rivières.

Les projets de construction, notamment de barrages, sont parfois entrepris sans tenir compte de leur impact sur le débit d'eau et les écosystèmes aquatiques.

Les étapes suivantes

La première évaluation est un travail pionnier qui initie un processus à long terme. La seconde évaluation, déjà entamée, doit à la fois compléter et actualiser la première tout en tirant les enseignements du passé. Son objectif est de surveiller les progrès accomplis dans la gestion intégrée des ressources en eau et le développement d'accords transfrontières, d'institutions et de politiques communes. Cette seconde évaluation adoptera une approche sous-régionale et thématique plus spécifique, en mettant l'accent sur l'Asie centrale et sur l'impact du changement climatique sur les ressources partagées. Elle identifiera les problèmes, les risques et les défis émergents, garantissant ainsi que les futurs travaux de la Convention sur l'eau abordent ces questions.

IWAC

Le Centre international d'évaluation de l'eau (IWAC) a été fondé en 2000 en tant que branche opérationnelle de la Convention sur l'eau. Il collabore avec les principaux services européens de gestion de l'eau pour accompagner la surveillance et l'évaluation des rivières et des lacs internationaux et promouvoir les meilleures pratiques de gestion afin de protéger ces sites.

Les principales tâches de l'IWAC consistent à soutenir le développement et la mise en œuvre de projets pilotes sur les différents aspects de la Convention et à organiser des stages de formation et des ateliers. L'IWAC jouera aussi un rôle important dans la préparation de la seconde évaluation.

L'IWAC est basé à l'Institut slovaque d'hydrométéorologie de Bratislava.



La préparation de la première évaluation a été soutenue par l'Institut finlandais de l'environnement, l'Institut slovaque d'hydrométéorologie, le service géologique britannique, le Ministère allemand de l'environnement, le PNUE/GRID-Europe, l'UNESCO et l'OSCE. La première évaluation figure sur le site :

<http://www.unece.org/env/water/publications/pub76.htm>